

Proche-Orient : faux-semblant diplomatique

samedi 7 avril 2007, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2007).

La Ligue arabe vient de ressortir son « plan de paix » de 2002. Il serait toutefois naïf d'imaginer que le peuple palestinien voit s'approcher le moment où il pourra enfin vivre libre.

Nouveau maelström diplomatique au Proche-Orient. À l'initiative de l'Arabie saoudite, le sommet de la Ligue arabe, à Riyad, les 28 et 29 mars, a remis sur le tapis son « plan de paix » censé mettre un terme à la guerre de Palestine. En réalité, la tentative saoudienne est essentiellement déterminée par les profondes dissensions qui traversent cette monarchie théocratique et qui voient s'affronter partisans de l'alliance maintenue avec Washington et tenants d'une ligne de confrontation avec l'Occident inspirée par les oulémas ultraconservateurs.

Profitant d'un contexte marqué par l'échec de la « feuille de route » (l'initiative diplomatique parrainée par le « quartet » constitué des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et de l'ONU), par l'enlèvement américain en Irak et la défaite d'Israël lors de la dernière guerre du Liban, le régime wahhabite cherche à restabiliser son assise en affichant de grandes ambitions régionales. Il place du même coup la Maison Blanche devant l'obligation de faire preuve de bienveillance devant sa proposition, sauf à risquer de voir un jour prochain s'effondrer ce qui fut longtemps une de ses pièces maîtresses dans cette zone.

Le plan de la Ligue arabe reprend en fait de vieilles préconisations incluses dans les résolutions des Nations unies : la fin de l'occupation des territoires palestiniens et le retrait israélien sur les frontières de 1967, la formation d'un État palestinien sur Gaza et la Cisjordanie avec Jérusalem-Est pour capitale, une « solution juste et négociée » pour le droit au retour des réfugiés. Nul n'ignore cependant qu'une telle issue supposerait, au préalable, le démantèlement des blocs de colonies qui ont pour objectif d'annexer une grande partie de la Cisjordanie à Israël, le renoncement de Tel-Aviv à la conquête de la totalité de Jérusalem, l'acceptation de la restitution du Golan à la Syrie, et la levée du veto jusqu'alors opposé à tout règlement de la question des réfugiés. Elle exigerait de surcroît que le gouvernement d'Ehud Olmert accepte de négocier avec la représentation palestinienne, alors qu'il s'est toujours employé à saper l'autorité de Mahmoud Abbas et qu'il récuse tout contact avec le nouveau gouvernement palestinien d'union nationale, au prétexte qu'il comprend des représentants du Hamas.

Rien n'y contraindra le pouvoir israélien, hormis une pression internationale qu'aucune des grandes puissances - à commencer par les États-Unis - n'est aujourd'hui décidée à mettre en œuvre, ou un changement radical du rapport de force, ce que l'on ne voit pas se dessiner sur le court terme.

Olmert peut donc se permettre de repousser les points essentiels du projet saoudien, tout en multipliant les déclarations lénifiantes sur sa disponibilité à rencontrer la partie arabe : « *Organiser une réunion où ils pourront présenter leurs idées et nous les nôtres vaut certainement la peine de faire un effort.* » Tant qu'il peut continuer à pratiquer sa politique de colonisation...

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2200 du 5 avril 2007.